

Evaluation des effets des principales mesures gouvernementales sur la croissance économique et l'emploi

Une analyse réalisée à l'aide du modèle HERMES

Janvier 2015

Project – Perspectives économiques à moyen terme.

Abstract - Cette note a pour but de décrire les impacts macroéconomiques, pour l'économie belge, des principales mesures décidées récemment par le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux.

1. Introduction

Cette note a pour but de décrire les impacts macroéconomiques, pour l'économie belge, des principales mesures décidées récemment par le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux, en particulier sur la croissance économique et l'emploi à court-moyen terme. Sont concernés le saut d'index, les réductions de charges prévues dans le Pacte pour la compétitivité et l'emploi, les principales mesures prises en matière de fiscalité directe (dont l'augmentation des frais professionnels forfaitaires) et indirecte (dont les hausses d'accises et de TVA) et enfin, les principales mesures de réduction de dépenses du pouvoir fédéral et des Communautés et Régions. L'étude a été réalisée à l'aide du modèle économétrique HERMES dans sa version de septembre 2014¹.

2. Mesures prises en compte

2.1. Saut d'index

Cette première mesure a été introduite selon les mêmes modalités que celles déterminées par la Banque Nationale de Belgique², à savoir :

- diminution du niveau de l'indice d'indexation des salaires du secteur privé de 0,2 % en 2015, de 1,4 % en 2016 et de 2 % à partir de 2017 ;
- diminution du niveau de l'indice d'indexation des salaires du secteur public et de celui des prestations sociales de 0,7 % en 2015 et de 2 % à partir de 2016.

A moyen terme, le niveau des salaires des secteurs privé et public, tout comme celui des prestations sociales, serait donc diminué de 2 % par rapport à une situation dans laquelle aucun saut d'index n'aurait été décidé.

On notera qu'en l'absence d'indication supplémentaire, aucune modulation du saut d'index (prenant par exemple la forme d'un saut d'index « adouci » pour les allocataires sociaux) n'est introduite.

2.2. Réductions de charges du Pacte pour la compétitivité et l'emploi

Le Pacte pour la compétitivité et l'emploi, conclu à l'automne 2013, prévoyait initialement des réductions de charges sociales à hauteur de 450 millions en 2015, 450 millions supplémentaires en 2017 et en 2019. L'accord de gouvernement d'octobre 2014 a modifié le timing d'introduction des deux premiers volets de réductions de charges: la baisse de charges initialement prévue en 2015 serait postposée à 2016 et celle de 2017 serait avancée à 2016. Le montant de ces réductions de charges a, dans la foulée, également été revu quelque peu à la hausse, pour atteindre 960 millions, concentrés sur la seule année

¹ Pour une présentation des principaux résultats de cette projection, voir: « Perspectives économiques 2014-2019. Mise à jour de septembre 2014. ». Note_PERSECOSEPT_10842 de septembre 2014. Pour une présentation du modèle, voir : « A new version of the HERMES model – HERMES III », Working Paper 13-13, November 2013.

² “Berekening van de macro-economische impact van enkele maatregelen uit het regeerakkoord aan de hand van het kwartaalmodel van de Nationale Bank van België”, note confidentielle du 27/11/2014.

2016. Enfin, remarquons que l'enveloppe de 450 millions supplémentaires en 2019 initialement prévue dans le Pacte a également été prise en compte pour réaliser la présente variante³.

Notons que nous n'avons pas tenu compte de la mesure « bonus à l'emploi pour les bas salaires »⁴.

2.3. Augmentation des frais professionnels forfaitaires déductibles à l'IPP

Selon les notifications budgétaires, « le montant de frais professionnels forfaitaires de l'article 51, 2^{ème} alinéa, 1^o est adapté de sorte que quelqu'un qui bénéficie d'un revenu à concurrence du RMIS reçoive plus d'avantages et qu'en même temps, chacun reçoive un élément de gain. La tension entre le gain d'un revenu au niveau du RMIS (bas salaires) et les salaires les plus hauts, ne peut dépasser 2 à 1. Cela doit se faire dans une enveloppe budgétaire de 900 millions récurrents, dont la moitié en 2015. Cette augmentation sera imputée dans le calcul du précompte professionnel à partir de 2015 ».

Nous avons ainsi mesuré l'impact macroéconomique d'une augmentation des frais professionnels forfaitaires déductibles à l'IPP de 450 millions en 2015 et de 450 millions supplémentaires à partir de 2016.

2.4. Mesures en matière d'accises et de TVA

Différentes mesures en matière d'accises et de TVA sont prévues par le gouvernement fédéral. Elles devraient permettre de récolter ex ante des recettes supplémentaires atteignant, en incidence complémentaire, 119 millions d'euros en 2015, environ 380 millions en 2016 et près de 190 millions en 2017 et 2018.

2.4.1. Indexation des accises

Selon les Notifications budgétaires, « à compter du 1^{er} janvier 2015, toutes les accises à l'exception des accises sur le tabac et la bière, seront indexées annuellement, en tenant compte tant de l'inflation que du risque concurrentiel... »

Rendement attendu de l'opération d'indexation (en incidence complémentaire) : 7 millions en 2015 et 2016, 6 millions en 2017 et 3 millions en 2018.

2.4.2. Accises sur le tabac

Celles-ci seront majorées à partir de 2015. Le rendement prévu, en incidence complémentaire, est de 83 millions en 2015 et 62 millions de 2016 à 2018.

2.4.3. Accises sur le diesel

Il est prévu d'augmenter progressivement les accises sur le diesel à partir du 1^{er} janvier 2016.

³ Dans son exercice de novembre 2014, la BNB n'a pas tenu compte de ce troisième volet.

⁴ Dans son exercice de novembre 2014, la BNB a tenu compte de cette mesure.

Rendement attendu en incidence complémentaire : 83 millions en 2016, 86 millions en 2017 et 90 millions en 2018.

2.4.4. TVA: harmonisation de la base

Trois mesures sont citées :

- Les ventes de services électroniques par des entreprises européennes à des particuliers belges seront soumises à la TVA en Belgique dès le 1^{er} janvier 2015.
- L'exonération de la TVA pour les services médicaux dans le cadre de la chirurgie et des traitements à vocation esthétique sera abrogée à partir du 1^{er} juillet 2015.
- La condition d'âge pour être admissible au taux réduit de TVA à 6 % pour les travaux immobiliers d'habitations privées sera portée de 5 à 10 ans à partir du 1^{er} janvier 2016.

Rendement annoncé pour les trois mesures : 10 millions en 2015 et 200 millions à partir de 2016 (montants auxquels viendrait s'ajouter la recette de TVA supplémentaire liée aux suppléments d'accises).

2.5. Mesures en matière de fiscalité hors hausse des frais professionnels forfaitaires déductibles et hors augmentation des accises et de la TVA

Notons d'emblée que ce volet comprend certaines mesures décidées au niveau des Communautés et Régions.

Ce paquet de mesures reprend pour l'essentiel:

- Introduction d'un second pilier pour les indépendants
- Non indexation des dépenses fiscales non liées au travail
- En matière d'épargne-pension, taxation anticipée de 1 % sur le stock au 31/12/2014 et réduction du tarif à 60 ans à 8 % au lieu de 10 %
- Régime spécial de précompte mobilier pour les bénéfices réservés
- Rectifications concernant la cotisation sur les commissions secrètes
- Défiscalisation des primes régionales agriculteurs en 2009-2010 (rendue définitive)
- Assujettissement des intercommunales à but lucratif à l'impôt des sociétés
- Sortie d'une partie des fonds propres prudentiels des banques de la déduction des intérêts notionnels
- Taxe de transparence
- Pérennisation et renforcement des hausses de la taxe sur les opérations de bourse décidées par le gouvernement précédent

- Droits de greffe (intégration et simplification)
- Réforme du “woonbonus” (toutes régions)
- Limitation de 2/3 de la déductibilité des titres-services en Wallonie
- Suppression des réductions d’impôt pour les dépenses de sécurisation

Au total, les nouvelles recettes escomptées de ces différentes mesures atteindraient près de 900 millions en 2015, plus de 400 millions supplémentaires en 2016, environ 310 millions supplémentaires en 2017 et 149 millions supplémentaires en 2018. On notera que les mesures régionales représentent plus de 100 millions en 2016 (rien en 2015), environ 90 millions en 2017 et 76 millions en 2018.

2.6. Mesures de réduction des dépenses du pouvoir fédéral

Ce paquet de mesures comprend trois volets:

- Réduction des dépenses en matière de rémunérations consécutive aux mesures visant à diminuer l’emploi du pouvoir fédéral. L’emploi au niveau fédéral diminue d’environ 3000 unités en 2015 et 10 000 unités en fin de période (par rapport à la projection de référence).
- Réduction des frais de fonctionnement atteignant 20 % en 2015, 22 % en 2016, 24 % en 2016, 26 % en 2018, 28 % en 2019 et 2020. Rendement escompté de cette mesure: 566 millions en 2015. Ce montant s’accroît régulièrement de 2016 à 2019, pour atteindre en fin de période plus de 800 millions.
- Réduction des investissements du pouvoir fédéral s’élevant à 22 % en 2015, 25 % en 2016, 28 % en 2017, 31 % en 2018, 33 % en 2019 et 2020. Les montants espérés d’économies se chiffrent à 92 millions en 2015 et un maximum de 150 millions en 2019.

2.7. Mesures prises par les Communautés et Régions

De maatregelen van de gemeenschappen en gewesten voor 2015 omvatten hoofdzakelijk besparingen op het overheidsapparaat, op de toelagen aan derden en de investeringen, het efficiënt inzetten van de middelen voor de overgedragen bevoegdheden en op fiscaal vlak het inperken van sommige belastingverminderingen zoals de woonbonus. Gezien de projectie gebeurt vanuit een ESR95 optiek, werd er geen rekening gehouden met de uitbreiding van de overheidsperimeter, de alternatieve financiering en PPS-constructies. De maatregelen aangaande het arbeidsmarktbeleid m.b.t doelgroepen in Vlaanderen en Brussel konden nog niet geïntegreerd worden.

De ex-ante impact van de besparingsmaatregelen op de uitgaven bedraagt een daling van 816 miljoen euro (exclusief lonen) in 2015 en loopt op tot 1,2 miljard in 2020. De uitgaven die geïmpacted werden, zijn de werkingskosten, de investeringen, maar ook de subsidies en de overdrachten aan bedrijven,

gezinnen (sociale prestaties en overige overdrachten) en izw's. De maatregelen aangaande een vermindering van de overheidstewerkstelling leiden tot een daling van ongeveer 1000 banen in 2015.

Langs de inkomstzijde namen de gewesten zowel fiscale als niet-fiscale maatregelen. Wat de fiscale maatregelen betreft, gaat het vooreerst om enkele kleinere maatregelen m.b.t. de gewestbelastingen, met name de invoering van de belasting op pylonen en gsmmasten in het Brussels Gewest en de aanpassing van de heffing op water in het Waals Gewest, met een totale ex-ante impact van 30 miljoen in 2015 en de daaropvolgende jaren. De fiscale maatregelen m.b.t. de personenbelasting werden geïntegreerd in de impactanalyse van de directe belastingen (zie sectie 2.5). De belangrijkste niet-fiscale maatregel betreft de volledige terugbetaling van de door het Vlaamse Gewest toegekende lening aan KBC tegen 2017, waardoor de inkomsten uit vermogen sterk dalen in 2017 (ex-ante impact van 83 miljoen in 2017).

3. Principales mesures non prises en compte

Certaines mesures (et non des moindres) n'ont pas pu être prises en compte en raison de difficultés liées à leur chiffrage et de l'échéancier prévu pour le présent exercice.

Il s'agit principalement:

- des mesures en matière de chômage, prépension et pension. On notera que ces mesures ont été prises en compte dans le volet long terme de notre étude;
- des mesures concernant les soins de santé (entité 1). On notera toutefois que les mesures sur les soins de santé prises au niveau des Communautés et Régions sont bien prises en compte;
- du bonus à l'emploi pour les bas salaires;
- de certaines mesures en matière d'emploi public: les mesures concernant l'emploi de la Défense nationale et l'emploi des Communautés et Régions sur la période 2016-2019 ne sont pas prises en compte (n'étant pas encore clairement identifiées);
- les mesures relatives au marché du travail actuellement en cours de décision au niveau des Régions;
- les réductions de dépenses qui n'ont pas d'impact sur la macro-économie (telles que la baisse des transferts du pouvoir fédéral au Reste du Monde, ...);
- de kilometerheffing op vrachtovervoer;
- de omzetting van Vlaamse renovatiepremie naar een belastingvermindering.

4. Résultats

Les résultats de cet exercice variantiel sont présentés dans les tableaux 1 à 8 qui suivent. Nous présentons successivement :

- Les résultats de la mesure de saut d'index;
- Les effets des réductions de charges prévues dans le Pacte pour la compétitivité et l'emploi (nouveau timing) ;

- Les effets liés à l'introduction de la hausse des frais professionnels forfaitaires déductibles à l'IPP ;
- Les effets liés à l'introduction des hausses d'accises et de TVA ;
- Les effets des autres mesures fiscales ;
- Les effets liés à la réduction des dépenses du pouvoir fédéral ;
- Les effets liés aux mesures prises par les Communautés et Régions ;
- Les effets de l'ensemble des mesures.

4.1. Saut d'index

Le saut d'index se traduit par un impact positif sur l'emploi (+ 28 000 à l'horizon 2020) du fait de la réduction du coût de la main d'œuvre par rapport aux autres facteurs de production (capital, énergie) alors même que l'impact sur la croissance économique est neutre. La hausse des exportations, rendue possible par la baisse des coûts intérieurs et par les gains de compétitivité que cette baisse engendre, et la baisse des importations sont en effet compensées par la nette contraction de la consommation privée (-0,7% en 2020) et des investissements en logements des ménages (-0,9% en 2020). Cette contraction intervient dans la foulée de la baisse du revenu disponible réel des ménages (-0,9% en 2020), laquelle résulte principalement du recul des rémunérations et prestations sociales suite à la mise en place du saut d'index.

Les finances publiques bénéficient de la mesure de saut d'index. L'amélioration du solde à financer se limite toutefois à l'équivalent de 0,2 % du PIB à moyen terme. En effet, si le saut d'index permet de réduire de manière substantielle les dépenses publiques (baisse de la masse salariale publique et des prestations sociales), les recettes sont, de leur côté, également réduites par suite de la baisse du rendement de l'IPP (baisse de l'assiette), de la réduction de la consommation (baisse des impôts indirects) et de la baisse des cotisations sociales. On note malgré tout une petite hausse de l'Isoc, liée à l'amélioration des marges des entreprises.

4.2. Réductions de charges du Pacte pour la compétitivité et l'emploi

Les mesures de réductions de charges du Pacte pour la compétitivité et l'emploi ont des effets positifs sur le PIB (+0,1% en 2020), du fait de la poussée des investissements des entreprises (+0,3% en 2020) et des exportations (+0,1% en 2020). Ces impacts reflètent la rentabilité et la compétitivité accrues qui découlent de la mesure. L'emploi (+ 13 000 à l'horizon 2020) profite à la fois de l'accélération de la croissance économique et de l'abaissement du coût de la main d'œuvre. Mais la mesure a évidemment un coût pour les finances publiques: le solde de financement de l'ensemble des administrations publiques recule (-0,2% du PIB en fin de période).

4.3. Augmentation des frais professionnels forfaitaires déductibles à l'IPP

L'augmentation des frais professionnels forfaitaires déductibles à l'IPP a pour principal effet de soutenir le pouvoir d'achat des ménages (hausse de 0,4% du revenu disponible réel des ménages en 2020) et par là même, leurs dépenses de consommation et d'investissements. Il en résulte une légère accéléra-

tion de la croissance économique (+0,1% en 2020), laquelle se traduit par une hausse de l'emploi de près de 4000 postes en 2020. Cette mesure détériore la capacité de financement des pouvoirs publics (-0,2% du PIB en 2020), la baisse initiale de recettes n'étant que très partiellement compensée par des "effets retour" positifs.

4.4. Mesures en matière d'accises et de TVA

Une hausse de la TVA et des accises a un effet direct sur le niveau des prix et enclenche une spirale de hausse des prix et des salaires⁵ qui s'auto-alimente via la hausse des coûts salariaux unitaires. Pour les entreprises, cela se traduit par une érosion de leur rentabilité et de leur compétitivité, et donc par une baisse de leurs investissements et exportations. Pour les ménages, cela se traduit par une baisse de pouvoir d'achat et donc de leurs dépenses de consommation et d'investissements. Il s'ensuit pour l'ensemble de l'économie un recul du PIB, lequel atteint ici 0,1% en 2020.

La hausse du coût du facteur travail associée au ralentissement de la croissance économique se solde par un recul de l'emploi, qui s'élève ici à un peu plus de 3000 unités en 2020.

Cette mesure permet d'embellir le solde des administrations publiques (+0,1% du PIB) dans la mesure où le surplus de recettes fiscales indirectes est supérieur à l'accroissement des dépenses qui découle du ralentissement de la croissance économique.

4.5. Mesures en matière de fiscalité hors hausse des frais professionnels forfaitaires déductibles et hors augmentation des accises et de la TVA

Le paquet de diverses mesures de hausse de la fiscalité (cf. section 2.5) testé ici se solde par un recul du pouvoir d'achat des ménages et, dans la foulée, de leurs dépenses de consommation et d'investissements. Il grève également la rentabilité des entreprises, lesquelles réduisent leurs investissements. Au total, en 2020, la croissance économique accuse un repli de 0,1% et l'emploi se contracte d'un peu plus de 7000 unités.

La quasi stabilité des dépenses publiques permet à la hausse des recettes publiques de se répercuter pleinement sur le solde, lequel progresse de 0,3% du PIB en 2020.

4.6. Mesures de réduction des dépenses du pouvoir fédéral

Ces mesures massives d'assainissement budgétaire au niveau du pouvoir fédéral se traduisent très logiquement par une détérioration de la croissance (-0,3% en 2020) résultant, dans un premier temps, de la contraction de ses composantes "consommation publique" (-1,3% en 2020), suite à la nette baisse des frais de fonctionnement et des rémunérations, et "investissements publics" (-2,2% en 2020) et, dans un deuxième temps, des effets "retour" du ralentissement de la croissance économique globale: recul de la consommation privée, des investissements des entreprises et des investissements des ménages. La

⁵ Pour autant que les hausses de TVA et d'accises concernent des produits qui font partie de l'indice santé.

baisse des importations, dans la foulée de la baisse de la demande intérieure, permet toutefois de freiner quelque peu la détérioration du PIB.

Cette croissance économique déprimée s'accompagne d'un net recul de l'emploi (-16 000 en 2020), lequel résulte à la fois d'une contraction de sa composante publique (-11 600) et de sa composante privée (-4 400). Elle s'accompagne également d'un recul des recettes publiques, lequel empêche la nette baisse des dépenses publiques de se répercuter pleinement sur le solde public qui, en conséquence, ne s'améliore que de 0,2% du PIB en 2020.

4.7. Mesures prises par les Communautés et Régions

Les mesures prises par les Communautés et Régions testées dans le présent exercice sont aussi largement (mais pas uniquement) des mesures d'assainissement budgétaire, toutefois moins centrées sur l'emploi qu'au niveau du pouvoir fédéral. Les mécanismes à l'oeuvre sont donc identiques à ceux de mise en cas de réduction des dépenses du pouvoir fédéral (point 4.6 ci-dessus). Il en résulte, dans un premier temps, un recul de la consommation publique (-0,4 % en 2020) et des investissements publics (-0,3%) et, dans un deuxième temps, une contraction des autres composantes du PIB. Au total, le PIB serait en recul de 0,1% en 2020. La baisse de l'emploi associée à ce recul du PIB atteindrait 2800 unités en 2020, répartie en 900 unités pour l'emploi public et 1900 unités pour l'emploi privé.

Le solde public, pour sa part, serait amélioré de 0,2% du PIB en 2020.

4.8. Ensemble des mesures

Pour l'ensemble des mesures testées susmentionnées, la priorité à l'objectif d'assainissement budgétaire apparaît clairement. Les mesures réduisent le PIB (-0,4% en 2020) et améliorent le solde budgétaire (de 0,7% du PIB en 2020). Cependant, malgré la dégradation de la croissance économique, l'emploi progresse, du fait des différentes mesures qui réduisent le coût du travail (mesures 1 et 2 principalement). Les effets sur les composantes de la croissance sont bien différenciés et mettent en évidence les choix qui ont été posés par les autorités: net recul des consommations publique et privée, augmentation de l'exportation et recul sensible de l'importation. L'investissement des entreprises est en recul, l'amélioration de la rentabilité ne compensant pas l'impact négatif du recul des dépenses nationales (-1% à moyen terme), donc sur les débouchés. La baisse du coût du facteur travail contribue à ce recul de l'investissement.

Tableau 1 : Principaux impacts sur la macroéconomie et sur les finances publiques du saut d'index
Différences en % (sauf indication contraire) par rapport à une simulation n'intégrant pas cette mesure

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation des particuliers	-0.1	-0.4	-0.5	-0.6	-0.7	-0.7
Consommation publique	0	0	0	0	0	0
Investissements	0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3
- Entreprises	0	0	0	0	0	0
- Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
- Logements	-0.1	-0.4	-0.7	-0.8	-0.9	-0.9
Total des dépenses nationales	0	-0.2	-0.3	-0.4	-0.4	-0.4
Exportations de biens et services	0	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2
Importations de biens et services	0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.3	-0.3
PIB (volume)	0	-0.1	0	0	0	0
Déflateur de la consommation privée	0	-0.2	-0.3	-0.4	-0.5	-0.6
Indice santé	0	-0.2	-0.4	-0.5	-0.6	-0.6
Emploi total						
En milliers	1.3	11.1	19.5	23.1	25.8	28.5
En %	0	0.2	0.4	0.5	0.5	0.6
Taux de chômage (définition BFP; différence en niveau)	0	-0.2	-0.4	-0.4	-0.5	-0.5
Productivité horaire (branches d'activité marchande)	-0.1	-0.4	-0.6	-0.6	-0.6	-0.7
Coût du travail nominal horaire (branches d'activité marchande)	-0.2	-1.5	-2.3	-2.4	-2.5	-2.6
Coût du travail unitaire (branches d'activité marchande)	-0.2	-1.2	-1.7	-1.8	-1.8	-1.9
Revenu disponible réel des ménages	-0.2	-0.9	-1	-0.9	-0.9	-0.9
Taux d'excédent brut des entreprises (différence en niveau)	0.1	0.4	0.6	0.5	0.5	0.5
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (% du PIB)	0.0	0.1	0.2	0.3	0.4	0.4
Recettes de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	-486	-2393	-3121	-3429	-3711	-3938
- en % du PIB	-0.1	-0.6	-0.7	-0.8	-0.8	-0.8
Dépenses de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	-852	-3187	-3776	-4208	-4605	-4975
- en % du PIB	-0.2	-0.8	-0.9	-0.9	-1.0	-1.1
Solde de financement de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	365	794	655	779	894	1037
- en % du PIB	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2

Tableau 2 : Principaux impacts sur la macroéconomie et sur les finances publiques des réductions de charges du Pacte pour la compétitivité et l'emploi
Différences en % (sauf indication contraire) par rapport à une simulation n'intégrant pas cette mesure

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation des particuliers	0	0	0.1	0.1	0.1	0.1
Consommation publique	0	0	0	0	0	0
Investissements	0	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
- Entreprises	0	0.1	0.1	0.2	0.2	0.3
- Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
- Logements	0	0	0	0	0.1	0.1
Total des dépenses nationales	0	0	0	0.1	0.1	0.1
Exportations de biens et services	0	0	0	0.1	0.1	0.1
Importations de biens et services	0	0	0	0	0.1	0.1
PIB (volume)	0	0	0.1	0.1	0.1	0.1
Déflateur de la consommation privée	0	0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2
Indice santé	0	0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2
Emploi total						
En milliers	0	4.3	6.3	7.7	11	13
En %	0	0.1	0.1	0.2	0.2	0.3
Taux de chômage (définition BFP; différence en niveau)	0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2
Productivité horaire (branches d'activité marchande)	0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2
Coût du travail nominal horaire (branches d'activité marchande)	0	-0.6	-0.6	-0.6	-0.9	-0.9
Coût du travail unitaire (branches d'activité marchande)	0	-0.5	-0.5	-0.5	-0.7	-0.7
Revenu disponible réel des ménages	0	0	0.1	0.1	0.1	0.1
Taux d'excédent brut des entreprises (différence en niveau)	0	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (% du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	1	-301	-275	-284	-441	-432
- en % du PIB	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Dépenses de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	1	289	218	175	311	265
- en % du PIB	0.0	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1
Solde de financement de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	1	-590	-493	-459	-751	-697
- en % du PIB	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2

Tableau 3 : Principaux impacts sur la macroéconomie et sur les finances publiques de l'augmentation des frais professionnels forfaitaires déductibles à l'IPP
Différences en % (sauf indication contraire) par rapport à une simulation n'intégrant pas cette mesure

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation des particuliers	0.1	0.2	0.3	0.3	0.4	0.4
Consommation publique	0	0	0	0	0	0
Investissements	0	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3
- Entreprises	0	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2
- Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
- Logements	0.1	0.2	0.3	0.4	0.4	0.4
Total des dépenses nationales	0	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2
Exportations de biens et services	0	0	0	0	0	0
Importations de biens et services	0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
PIB (volume)	0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Déflateur de la consommation privée	0	0	0	0	0	0
Indice santé	0	0	0	0	0	0
Emploi total						
En milliers	0.5	1.4	2.4	3.2	3.7	3.9
En %	0	0	0.1	0.1	0.1	0.1
Taux de chômage (définition BFP; différence en niveau)	0	0	0	-0.1	-0.1	-0.1
Productivité horaire (branches d'activité marchande)	0	0	0	0	0	0
Coût du travail nominal horaire (branches d'activité marchande)	0	0	0	0	0	0
Coût du travail unitaire (branches d'activité marchande)	0	0	0	0	0	0
Revenu disponible réel des ménages	0.2	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Taux d'excédent brut des entreprises (différence en niveau)	0	0	0	0	0	0
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (% du PIB)	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Recettes de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	-396	-784	-757	-718	-683	-660
- en % du PIB	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1
Dépenses de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	-2	5	32	73	126	183
- en % du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde de financement de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	-393	-788	-790	-791	-809	-843
- en % du PIB	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2

Tableau 4 : Principaux impacts sur la macroéconomie et sur les finances publiques des mesures relatives aux accises et à la TVA

Différences en % (sauf indication contraire) par rapport à une simulation n'intégrant pas ces mesures

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation des particuliers	0	0	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2
Consommation publique	0	0	0	0	0	0
Investissements	0	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2
- Entreprises	0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2
- Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
- Logements	0	-0.5	-0.5	-0.4	-0.3	-0.2
Total des dépenses nationales	0	0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Exportations de biens et services	0	0	0	0	0	0
Importations de biens et services	0	0	0	-0.1	-0.1	-0.1
PIB (volume)	0	0	0	-0.1	-0.1	-0.1
Déflateur de la consommation privée	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2
Indice santé	0	0	0.1	0.1	0.1	0.1
Emploi total						
En milliers	0	-0.8	-1.5	-2.2	-2.7	-3.1
En %	0	0	0	0	-0.1	-0.1
Taux de chômage (définition BFP; différence en niveau)	0	0	0	0	0.1	0.1
Productivité horaire (branches d'activité marchande)	0	0	0	0	0	0
Coût du travail nominal horaire (branches d'activité marchande)	0	0	0.1	0.1	0.1	0.1
Coût du travail unitaire (branches d'activité marchande)	0	0	0.1	0.1	0.1	0.1
Revenu disponible réel des ménages	0	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2
Taux d'excédent brut des entreprises (différence en niveau)	0	0	0	-0.1	-0.1	-0.1
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (% du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	133	453	583	723	706	697
- en % du PIB	0.0	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1
Dépenses de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	42	102	174	240	264	265
- en % du PIB	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
Solde de financement de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	90	350	409	483	442	433
- en % du PIB	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1

Tableau 5 : Principaux impacts sur la macroéconomie et sur les finances publiques des mesures en matière de fiscalité hors hausse des frais professionnels forfaitaires déductibles à l'IPP et hors augmentation des accises et de la TVA
Différences en % (sauf indication contraire) par rapport à une simulation n'intégrant pas ces mesures

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation des particuliers	0	0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3
Consommation publique	0	0	0	0	0	0
Investissements	0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.3	-0.4
- Entreprises	0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.4
- Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
- Logements	0	0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3
Total des dépenses nationales	0	0	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2
Exportations de biens et services	0	0	0	0	0	0
Importations de biens et services	0	0	0	-0.1	-0.1	-0.1
PIB (volume)	0	0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Déflateur de la consommation privée	0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Indice santé	0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Emploi total						
En milliers	-0.2	-2.1	-3.6	-5	-6.2	-7.1
En %	0	0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Taux de chômage (définition BFP; différence en niveau)	0	0	0.1	0.1	0.1	0.1
Productivité horaire (branches d'activité marchande)	0	0	0	0	0	0
Coût du travail nominal horaire (branches d'activité marchande)	0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Coût du travail unitaire (branches d'activité marchande)	0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Revenu disponible réel des ménages	0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.4
Taux d'excédent brut des entreprises (différence en niveau)	0	0	0	0	-0.1	-0.1
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (% du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
Recettes de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	832	1344	1654	1805	1881	1545
- en % du PIB	0.2	0.3	0.4	0.4	0.4	0.3
Dépenses de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	27	135	147	131	91	36
- en % du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde de financement de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	805	1209	1507	1674	1790	1509
- en % du PIB	0.2	0.3	0.4	0.4	0.4	0.3

Tableau 6 : Principaux impacts sur la macroéconomie et sur les finances publiques des mesures de réduction de dépenses du pouvoir fédéral (frais de fonctionnement, investissements et emploi)
Différences en % (sauf indication contraire) par rapport à une simulation n'intégrant pas ces mesures

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation des particuliers	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2
Consommation publique	-0.7	-0.9	-1	-1.2	-1.3	-1.3
Investissements	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3	-0.4	-0.4
- Entreprises	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2
- Administrations publiques	-1.5	-2	-1.7	-1.8	-2.1	-2.2
- Logements	0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Total des dépenses nationales	-0.3	-0.3	-0.4	-0.4	-0.5	-0.5
Exportations de biens et services	0	0	0	0	0	0
Importations de biens et services	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2
PIB (volume)	-0.2	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3
Déflateur de la consommation privée	0	0	0	0	0	-0.1
Indice santé	0	0	0	0	0	-0.1
Emploi total						
En milliers	-5	-8.2	-11	-13.6	-16	-16
En %	-0.1	-0.2	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3
Taux de chômage (définition BFP; différence en niveau)	0.1	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
Productivité horaire (branches d'activité marchande)	0	0	0	0	0	0
Coût du travail nominal horaire (branches d'activité marchande)	0	0	0	0	0	-0.1
Coût du travail unitaire (branches d'activité marchande)	0	0	0	0	0	0
Revenu disponible réel des ménages	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2
Taux d'excédent brut des entreprises (différence en niveau)	0	0	0	0	0	0
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (% du PIB)	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Recettes de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	-306	-441	-547	-663	-783	-813
- en % du PIB	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2
Dépenses de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	-810	-1041	-1217	-1439	-1680	-1765
- en % du PIB	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3	-0.4	-0.4
Solde de financement de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	504	601	671	775	897	952
- en % du PIB	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2

Tableau 7 : Principaux impacts sur la macroéconomie et sur les finances publiques des mesures prises par les Communautés et Régions

Différences en % (sauf indication contraire) par rapport à une simulation n'intégrant pas ces mesures

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation des particuliers	0	0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Consommation publique	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4
Investissements	0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
- Entreprises	0	0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
- Administrations publiques	-0.6	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3
- Logements	0	0	0	0	-0.1	-0.1
Total des dépenses nationales	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2
Exportations de biens et services	0	0	0	0	0	0
Importations de biens et services	0	0	0	-0.1	-0.1	-0.1
PIB (volume)	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Déflateur de la consommation privée	0	0	0	0	0	0
Indice santé	0	0	0	0	0	0
Emploi total						
En milliers	-1.6	-2	-2.3	-2.5	-2.6	-2.8
En %	0	0	0	-0.1	-0.1	-0.1
Taux de chômage (définition BFP; différence en niveau)	0	0	0	0	0	0.1
Productivité horaire (branches d'activité marchande)	-0.1	-0.1	0	0	0	0
Coût du travail nominal horaire (branches d'activité marchande)	0	0	0	0	0	0
Coût du travail unitaire (branches d'activité marchande)	0.1	0	0	0	0	0
Revenu disponible réel des ménages	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2
Taux d'excédent brut des entreprises (différence en niveau)	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (% du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1
Recettes de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	-104	-134	-246	-298	-288	-271
- en % du PIB	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Dépenses de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	-855	-900	-994	-1098	-1177	-1264
- en % du PIB	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3	-0.3
Solde de financement de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	752	766	747	801	889	993
- en % du PIB	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2

Tableau 8 : Principaux impacts sur la macroéconomie et sur les finances publiques de l'ensemble des mesures
Différences en % (sauf indication contraire) par rapport à une simulation n'intégrant aucune mesure

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation des particuliers	-0.1	-0.4	-0.6	-0.8	-0.9	-1
Consommation publique	-1.1	-1.3	-1.4	-1.5	-1.7	-1.7
Investissements	-0.2	-0.5	-0.6	-0.7	-0.7	-0.8
- Entreprises	-0.1	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.4
- Administrations publiques	-2.1	-2.4	-2	-2.1	-2.4	-2.5
- Logements	-0.1	-0.7	-1.1	-1.2	-1.2	-1.2
Total des dépenses nationales	-0.4	-0.6	-0.8	-0.9	-1	-1.1
Exportations de biens et services	0	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2
Importations de biens et services	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.5	-0.5
PIB (volume)	-0.3	-0.3	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4
Déflateur de la consommation privée	0	0	-0.2	-0.3	-0.4	-0.5
Indice santé	0	-0.1	-0.3	-0.4	-0.5	-0.6
Emploi total						
En milliers	-5.1	3.8	9.9	10.9	13	16.3
En %	-0.1	0.1	0.2	0.2	0.3	0.3
Taux de chômage (définition BFP; différence en niveau)	0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3
Productivité horaire (branches d'activité marchande)	-0.1	-0.5	-0.7	-0.8	-0.8	-0.9
Coût du travail nominal horaire (branches d'activité marchande)	-0.2	-2	-2.7	-2.8	-3.2	-3.3
Coût du travail unitaire (branches d'activité marchande)	-0.1	-1.5	-2	-2.1	-2.3	-2.4
Revenu disponible réel des ménages	-0.3	-0.9	-1.1	-1.2	-1.2	-1.2
Taux d'excédent brut des entreprises (différence en niveau)	-0.1	0.5	0.6	0.5	0.6	0.5
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (% du PIB)	0.1	0.2	0.3	0.5	0.6	0.7
Recettes de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	-326	-2256	-2709	-2864	-3319	-3873
- en % du PIB	-0.1	-0.5	-0.6	-0.6	-0.7	-0.8
Dépenses de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	-2449	-4596	-5416	-6125	-6670	-7255
- en % du PIB	-0.6	-1.1	-1.3	-1.4	-1.5	-1.5
Solde de financement de l'ensemble des administrations publiques						
- en millions d'euros	2124	2340	2707	3261	3352	3382
- en % du PIB	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7